

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
DREAL Occitanie
Unité interdépartementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cellule sol Sous-Sol
65000 Tarbes

Tarbes, le 10/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

OMYA

omya

31440 Saint-Béat-Lez

Références : 2025-0165-Dp

Code AIOT : 0006801187

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/05/2025 dans l'établissement OMYA implanté Les mottes Montlas Coumarin et Malets 65370 Sost. L'inspection a été annoncée le 23/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été organisée suite à une plainte de la Mairie de SOST en raison des nuisances occasionnées par la société OMYA pour l'exploitation de la carrière de marbre blanc (granulat) située sur la commune de SOST.

Les nuisances sont en lien avec les émissions de poussières formées par les véhicules lourds lors du transfert des matériaux, complétée lors de l'inspection par les impacts sur l'environnement et notamment sur le cours d'eau "Le Hourc" jouxtant la piste de la carrière.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OMYA
- Les mottes Montlas Coumarin et Malets 65370 Sost
- Code AIOT : 0006801187
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de marbre blanc de SOST est exploitée par campagnes de quelques semaines : l'une au printemps, l'autre en automne. L'accès se fait par une piste forestière. Le marbre fait l'objet d'un abattage à l'explosif. Il est ensuite évacué par camion vers l'usine de traitement située sur une commune de Hautes-Garonne. Il n'y a donc pas d'installation de traitement sur place.

La production pour 2024 est de 19000 tonnes de matériaux commercialisables extraits.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitation du gisement n'appelle pas de remarque particulière, en revanche l'usage de la piste partiellement inscrite dans le périmètre de l'installation est générateur de nuisances vis-à-vis des tiers. Les nuisances formulées ou constatées sont relatives à l'émission de poussières et à un impact sur le cours d'eau "le Hourc".

La réduction du tonnage des véhicules préconisée par Madame le Maire de SOST aurait pour conséquence d'en augmenter le trafic et donc les nuisances .

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 06/11/2003, article 26.1.1	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Abattage à l'explosif	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.4.	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Plan de gestion	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Demande d'action corrective	3 mois
6	Remblayage de la piste de la carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3.III al.3	/	Prescriptions complémentaires	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Accès et signalisation	Arrêté Préfectoral du 06/11/2003, article 20	Susceptible de suites	Sans objet
4	Verse à stériles	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 16.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des constats formulés, il convient de retenir qu'une action de l'exploitant doit être réalisée pour réduire les nuisances occasionnées aux tiers, conséquence de l'exploitation de la carrière. L'inspection propose au préfet de prescrire une étude sur l'aménagement de la piste, comprenant, la gestion de l'eau, la stabilité et la maîtrise des émissions de poussières. Cette étude doit être accompagnée d'un plan d'action précisant la temporalité de ces mesures.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accès et signalisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2003, article 20
Thème(s) : Autre, Sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 15/11/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'interdiction d'accès au public est affichée en limite de l'exploitation à proximité de chaque accès ou de tout autre point le justifiant.
Constats : L'exploitant en réponse au rapport de l'inspection a indiqué avoir mis en place des panneaux signalant l'interdiction d'accès au site. L'inspection du site a permis de valider cette action corrective
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2003, article 26.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution accidentelle
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux et des liquides résiduels, ou par tout dispositif reconnu équivalent.</p>
Constats : <p>En réponse à cette demande, l'exploitant prévoyait la mise en place d'une d'une aire étanche composée d'une membrane et d'un remblai en matériaux. La gestion de la plateforme serait assurée par une consigne et une disposition pour le rejet des eaux météoriques.</p> <p>Après réflexion, l'exploitant considère que cette installation n'est pas adaptée au fonctionnement par campagne du site et privilégie la mise en place d'un bac amovible sous l'engin lors du remplissage du réservoir en bord-à-bord.</p> <p>Sur le principe l'inspection n'émet aucune opposition, ce dispositif est déjà en place sur d'autres installations.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'inspection demande à l'exploitant de produire la consigne pour le remplissage des engins sur site et de transmettre les éléments photographiques du respect de la consigne.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Abattage à l'explosif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.4.
Thème(s) : Risques accidentels, plan de tir
Prescription contrôlée : <p>Dans le cas où l'abattage du gisement est réalisé avec des substances explosives, l'exploitant définit un plan de tir. L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs. Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables.</p>
Constats :

<p>L'inspection a constaté la présence d'un plan de tir anoté suite aux opérations de foration, les charges d'explosifs par trou sont indiquées. Le boute-feu est aussi le foreur.</p> <p>La présence d'un chemin de randonnée à proximité de la carrière n'a pas été évoquée lors de l'inspection. La présence potentielle d'usagers n'a pas été discutée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande la transmission du protocole de tir de mines et notamment la prise en compte de l'absence de tiers sur le chemin de randonnée en contrebas de la carrière.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Verse à stériles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 16.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, résorption verse à stérile</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant renonce à l'usage de la verse à stériles située à l'ouest du site. Sans préjudice des dispositions relatives au code du travail, il procède à la résorption des stériles entreposés jusqu'à l'obtention de conditions de stabilité satisfaisante et justifiées par un géotechnicien. L'écrtage de la verse jusqu'à la côte de 1060 mètres NGF peut être conduite sous réserve du respect des recommandations émises dans le rapport Anteagroup n°A78815/C -Addendum de février 2016. Toute modification de la côte d'écrtage sera portée à la connaissance du préfet. L'exploitant procède à un suivi topographique bisannuel de la verse, puis annuellement pendant 5 ans après atteinte de la côte visée à l'alinéa précédent. Il réalise une interprétation à minima quinquennale par un cabinet géotechnique des mesures topographiques. L'exploitant tient l'ensemble des éléments à la disposition de l'inspection des installations classées. Les hypothèses de calcul feront l'objet de vérification « in situ » en tant que de besoin.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur site, l'inspection a constaté que les travaux de stabilisation par retrait des stériles en tête de verse sont en cours de réalisation, la côte minimale de 1080 mNGF n'est pas atteinte. L'exploitant a précisé que quatre années seront nécessaires pour arriver à cette côte altimétrique. Les matériaux retirés sont soit valorisés soit utilisés en remblaiement de la piste. L'exploitant a informé l'inspection que les derniers relevés géotechnique de stabilités indiquent une absence de déplacement de la verse. Le retrait des matériaux en tête de verse (allégement) semble répondre aux problématiques de stabilité de cette verse.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Plan de gestion

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis</p>
<p>Thème(s) : Autre, Plan de gestion des déchets d'extraction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
 - le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
 - la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
 - en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
 - la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
 - le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
 - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
 - en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
 - une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
 - les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.
- Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Constats :

Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le plan de gestion des déchets (PGD) d'extraction.

Ce document date du 30/06/2011.

Le PGD présente un tronc commun à l'ensemble des sites exploités par OMYA sur le département des Hautes-pyrénées, puis des fiches de synthèse par carrière qui détaillent pour chaque thématique (Eau; sol; Air et Santé) les impacts, les mesures de prévention en vue de les réduire, la procédure de contrôle et de surveillance associée, ainsi que les éventuelles études complémentaires.

L'inspection constate que la verse à stérile présente sur le site de SOST "blanc" n'est pas présentée dans le PGD. Cette verse à stérile fait l'objet d'une mesure de gestion visant à garantir sa stabilité. L'exploitant doit indiquer l'usage des stériles déstockés.

Enfin, le contexte réglementaire prévoit une actualisation quinquennale du PGD.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de réviser et de communiquer son plan de gestion des

déchets d'extraction sous trois mois. Ce document doit présenter la verse à stérile et ses modalités de gestion pour en assurer la stabilité (situation initiale, objectif et modalités de gestion, usage des stériles).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Remblayage de la piste de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3.III al.3
Thème(s) : Risques chroniques, dégradation des eaux superficielles – stabilité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines et les sols. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les matériaux ne sont pas traités sur le site de la carrière, après extraction ils sont chargés sur les véhicules lourds circulant en convois (de 3 à 4 véhicules) par la piste entre la carrière et le centre du village de SOST, pour rejoindre ensuite le réseau routier départemental.</p> <p>Les constats et les échanges réalisés avec l'exploitant et la commune de SOST font apparaître que la piste est principalement utilisée par les véhicules lourds (ensemble de véhicules de 44 tonnes) affrétés par la société OMYA pour le transfert des matériaux jusqu'à la plateforme de traitement de Chaum (31440). L'inspection rappelle les dispositions des articles L.131-8 et L.141-9 du code de la voirie routière qui précisent que lorsque la circulation sur des voies communales ou départementales liées à l'exploitation de carrières entraîne des détériorations anormales, l'entretien peut en être imposé aux entrepreneurs.</p> <p>Cette voie d'accès est pour partie incluse dans le périmètre ICPE de la carrière. Pour son entretien, l'exploitant utilise les déchets d'exploitation non valorisables en granulats, cet usage est réglementairement possible.</p> <p>Ces déchets d'exploitation inertes contiennent des fines nécessaires à la cohésion des matériaux lors des opérations de compactage de la bande de roulement. En revanche, cette présence de fines est susceptibles d'être entraînées par les eaux de ruissellement des eaux météoriques, augmentant la turbidité du cours d'eau "Le Hourc" longeant la piste. De plus, ces fines, en période sèche, sont potentiellement génératrices de poussières lors du passage des véhicules. Pour en réduire les effets, un véhicule équipé d'une citerne à eau était stationné, à proximité des premières habitations exposées, pour l'arrosage de la piste en tant que de besoin.</p> <p>L'inspection a constaté que les travaux de reprofilage de la piste sont générateurs d'excédents de matériaux non réutilisable et stockés en bordure de piste. L'exploitant a justifié d'un devis pour le retrait de ces dépôts.</p> <p>Enfin, l'inspection a constaté la présence de granulats dans le lit mineur du cours d'eau,</p>

consécutif au transfert des matériaux de la piste vers le cours d'eau.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de conduire une étude sur l'ensemble du linéaire de la piste empruntée par les véhicules lourds afin de maîtriser:

- le ruissellement des eaux pluviales superficielles et notamment l'entraînement de fines dans le ruisseau "Le Hourc" classé en zone naturelle (ZNIEFF 730012181 - L'Ourse de Sost et ses affluents).
- la stabilité géotechnique de la piste ;
- la maîtrise des envols de poussières à proximité des zones habités;

Cette étude devra être accompagnée d'un plan d'action qui devront être mise en oeuvre avant le début de la campagne d'extraction en mai 2026;

Un projet d'arrêté préfectoral prescrivant cette action dans un délai de quatre mois est joint au présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 6 mois